

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1920

Projet de loi portant la personnification civile de la Fondation Universitaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HARMIGNIE.

MESSIEURS,

Votre Commission tient tout d'abord à payer le tribut de sa vive reconnaissance à M. Herbert Hoover, qu'à juste titre le Pays appelle « l'Ami de la Nation Belge », pour sa généreuse pensée de consacrer au progrès de l'Enseignement Supérieur en Belgique, la somme considérable constituant le disponible de la « Commission for Relief in Belgium », cette puissante institution qui sauva notre Patrie de la famine.

Ce disponible provient en grande partie des dons que notamment l'Angleterre avec ses Dominions et les États-Unis firent à la Commission pour soulager la misère de la population belge si injustement éprouvée.

Il est complètement distinct du bénéfice réalisé par le Comité National de Secours et d'Alimentation qui appartient à l'État Belge.

Le chiffre du disponible de la C. R. C. n'est pas encore établi d'une manière précise, mais M. H. Hoover estime qu'il ne sera certainement pas inférieur à 150 millions.

Dans sa lettre adressée à M. le Premier Ministre le 28 août 1919, reproduite en annexe au projet de loi déposé par le Gouvernement au Sénat le 24 février 1920, (*Documents parlementaires du Sénat*, n° 38), le généreux bienfaiteur précise l'emploi obligatoire de ce don magnifique.

Il en fait deux parts bien distinctes :

L'une, représentant 63 p. c. de la somme totale et qu'on peut appeler la *Dota-*

(1) Projet de loi, n° 155.

(2) La Commission, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Berloz, de Selys-Longchamps, Drèze, Harmignie, Mabilie, Segers et Souplit.

tion universitaire, doit être payée directement aux institutions suivantes, dans la proportion indiquée :

Université de Bruxelles :	13 1/3 p. c.	soit	20 millions
Université de Louvain :	13 1/3 p. c.	soit	20 —
Université de Gand :	13 1/3 p. c.	soit	20 —
Université de Liège :	13 1/3 p. c.	soit	20 —
École des Mines de Mons :	3 p. c.	soit	4 1/2 —
École Coloniale d'Anvers :	6 2/3 p. c.	soit	10 —
Total.	.	.	94 1/2 millions.

Cette première tranche ne-pourra pas excéder 95 millions.

L'autre, représentant 37 p. c. est consacrée à la création « d'une Fondation » dont le revenu serait affecté, en principe à mettre les enfants de famille qui » n'auraient point autrement le moyen de payer une telle instruction, en état de » l'obtenir. Cette Fondation serait gérée par un conseil de *trustees* comprenant des » Belges et des Américains en nombre égal. Toutefois, une petite partie de cette » somme, conformément à l'avis de l'Administration de la Fondation, serait » employée à l'extension de l'enseignement concernant la Protection de l'Enfance. »

C'est l'organisation de cette Fondation et sa personnification civile qui font l'objet du projet de loi voté par le Sénat et soumis aux délibérations de la Chambre.

L'analyse de ce projet peut se résumer en trois points :

- 1° L'objet de la Fondation ;
- 2° Son Administration ;
- 3° Le contrôle du Gouvernement sur sa gestion.

Nous les examinerons successivement.

1.

L'article 2 du projet définit le but et l'objet de l'institution, comme suit :

La *Fondation universitaire* poursuit l'avancement de la science.

Elle a pour objet de faciliter aux jeunes gens belges, sans fortune, l'accès des universités et de développer la production scientifique en Belgique.

Il n'entre donc pas dans ses attributions de créer de nouveaux établissements d'instruction supérieure, ou de s'immiscer dans la direction de ceux qui existent ; sa mission est exclusivement de faciliter individuellement aux jeunes belges des deux sexes l'accès des hautes études, et d'encourager ceux qui se consacrent à la science.

Il ne peut être fait aucune distinction entre les bénéficiaires à raison de leurs croyances ou de leurs opinions, de leur langue maternelle, de l'établissement d'instruction d'où ils sortent, de l'établissement d'instruction supérieure auxquels ils appartiennent ou de celui qu'ils se proposent de fréquenter.

Par établissement d'enseignement supérieur il faut entendre non seulement les 4 universités existantes, l'École des Mines de Mons, l'École Supérieure Coloniale d'Anvers, mais encore ceux qui ont institué des cours de candidature en philosophie ou en sciences et dont les élèves sont autorisés à subir l'examen devant des

jurys mixtes spéciaux délivrant des diplômes légaux au même titre que les jurys universitaires.

Il en serait de même des universités et des cours similaires qui seraient établis et légalement reconnus dans l'avenir.

II.

La Fondation, aux termes de l'article 3 du projet, est administrée et représentée par un Conseil d'administration composé :

1° De professeurs ou chargés de cours désignés par les universités belges, sur la base de trois membres par université ;

2° D'administrateurs nommés par la C. R. B., en nombre égal, au maximum à celui des administrateurs nommés par les universités belges.

Sur ce point, la C. R. B. a fait connaître à votre Commission que le nombre des administrateurs nommés par elle serait réduit à deux. C'est pourquoi un amendement est proposé à l'article 3, 2°; celui-ci serait rédigé comme suit :

2° De deux administrateurs nommés par la *Commission for Relief in Belgium*.

L'article 4 du projet de loi porte :

Le règlement organique de la *Fondation universitaire* est publié aux annexes du *Moniteur belge*. Il en est de même des noms, prénoms, profession et domicile des membres du Conseil d'administration. Cette dernière publication est renouvelée annuellement dans la première quinzaine du mois de janvier.

D'accord avec les Conseils académiques des universités et la Direction des autres établissements participant à la dotation universitaire, la C. R. B. a constitué un Comité provisoire qui a fait, pour l'année 1919-1920 au moyen des fonds mis à sa disposition par M. Hoover des avances à un certain nombre d'étudiants déjà inscrits aux universités mais qui, par suite de la guerre, n'avaient plus les ressources nécessaires pour en continuer la fréquentation.

Ce Comité a en outre étudié les grandes lignes d'un avant-projet de règlement concernant l'usage qui sera fait des ressources du Fonds universitaire.

L'un de ses membres, M. Cattier, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles, a bien voulu se rendre au sein de la Commission, accompagné du Secrétaire du Comité, pour lui donner des renseignements au sujet de ce plan qu'il a exposé dans une notice fort intéressante.

En voici le résumé :

Quatre catégories de personnes seront appelées à bénéficier des bienfaits de la Fondation universitaire.

Première catégorie : Les étudiants n'ayant pas les ressources suffisantes pour poursuivre des études supérieures.

Le plus grand soin doit être apporté au choix des bénéficiaires.

Voici en quels termes excellents, la notice s'exprime à ce sujet :

« La Fondation doit, parmi les jeunes gens qui la sollicitent, exercer une sélection judicieuse, afin de découvrir les candidats possédant avec la préparation nécessaire aux études supérieures, les qualités d'intelligence et de caractère qui leur permettront de collaborer d'une manière fructueuse au développement et aux progrès de la Belgique.

» Secónder les efforts de jeunes gens appliqués, mais en sommes médiocrement
» doués, serait, pour la Fondation, se départir de son but éssentiel ; elle doit à sa
» haute mission de choisir uniquement *des valeurs, des intelligences et des carac-*
» *tères d'élite*, des hommes et des femmes appelés à un succès personnel dans la
» carrière qu'ils choisiront, et décidés à utiliser leurs connaissances pour le bien
» général du pays.

» En principe, donc, la Fondation accorde son appui aux seuls candidats qui lui
» sont recommandés par les chefs des établissements d'enseignement moyen
» comme possédant des qualités intellectuelles et morales de premier ordre. *Ces*
» *recommandations engagent la responsabilité morale de ceux dont elles émanent.*

» Mais la Fondation ne borne pas ses éléments d'appréciation aux succès rem-
» portés par les élèves pendant le cours de leurs études moyennes. Elle organise
» chaque année un examen de maturité destiné, non pas tant à rechercher ce
» qu'ont appris les candidats, qu'à se rendre compte de leur acquit, de leur pré-
» paration intellectuelle, de la fertilité de leur cerveau.

» Dans ce but, les postulants auront à exposer et à commenter par écrit, séance
» tenante, une conférence qui leur aura été faite sur une question d'ordre général.
» Cette épreuve permettra d'apprécier le jugement des candidats, leurs aptitudes
» littéraires, la mesure dans laquelle ils possèdent leur langue maternelle.

» Le jury se bornera à classer les postulants en recevables et non-recevables.

» Les premiers subiront un nouvel examen portant sur quatre branches qu'ils
» auront choisies, et parmi lesquelles devra figurer au moins une langue étrangère
» de grande culture. Seules les notions figurant au programme de la rhétorique
» seront exigibles, mais on en demandera la connaissance exacte et raisonnée. »

Ces deux épreuves seront passées en français ou en flamand, au gré des intéressés.

Des prêts d'études — cent au plus par an — seront accordés, d'après le classe-
ment résultant de ce second examen, aux jeunes gens qui s'inscriront soit dans les
universités, hormis les étudiants des écoles spéciales (Commerce, Agriculture,
Brasserie annexées à certaines universités) ; soit à l'École des Mines et à l'École
Coloniale, soit aux autres établissements dont il a été parlé à propos de l'art. 2.

Leur montant annuel sera de 3,000 francs au maximum.

Ils ne seront renouvelés d'année en année qu'aux bénéficiaires dont la conduite
sera satisfaisante et dont les succès universitaires justifieront cette faveur.

Ces prêts ne porteront pas intérêt et seront remboursables, dans les limites des
ressources du bénéficiaire, au plus tard à partir de la dixième année qui suivra sa
sortie de ces établissements.

2^e Catégorie : Les jeunes Belges possédant un diplôme final, qui voudront
fréquenter durant un an une université américaine. Une bourse de voyage pourra
leur être allouée.

3^e Catégorie : Les diplômés qui, désireux de se consacrer exclusivement aux
études scientifiques et doués des dispositions nécessaires, se voient dans la néces-
sité d'y renoncer pour s'adonner aussitôt à l'exercice d'une profession, parcequ'ils
ne disposent pas de ressources suffisantes. Il leur sera alloué des subsides qui
pourront être importants. Cette mesure aura le grand avantage de faciliter le

recrutement de professeurs possédant la connaissance approfondie des matières spéciales de leurs cours.

4^e Catégorie : Les professeurs, les savants, les chercheurs auxquels elle pourra prêter un appui financier pour les aider dans leurs travaux.

La Fondation éditera, en outre, à ses frais les ouvrages scientifiques dont le mérite sera reconnu.

Les bourses, subsides et autres dépenses en faveur des trois dernières catégories de bénéficiaires ne seront pas sujettes à remboursement.

Ce programme est des mieux conçu ; il y a lieu d'en féliciter les auteurs.

III

La Fondation universitaire est placée par les articles 5 et 6 sous le régime des institutions similaires jouissant de la personnification civile, notamment en ce qui concerne la nécessité de l'autorisation par arrêté royal des legs ou des donations et la possession des immeubles.

Toutefois l'alinéa final de l'article 6 autorise, dès à présent, la Fondation à accepter toutes les libéralités qui lui seraient faites par la C. R. B.

Votre Commission a pensé que cette exception illimitée pourrait avoir des inconvénients.

Si les bénéfices de la C. R. B. ou les libéralités qu'elle ferait plus tard, jointes aux autres émanant de tiers, venaient à dépasser considérablement le chiffre de 55 millions et demi, le revenu de la Fondation pourrait devenir hors de proportion avec le nombre de personnes appelées à en profiter utilement.

Ses administrateurs seraient ainsi amenés à multiplier outre mesure les libéralités, à ne plus apporter un soin aussi attentif à la sélection des bénéficiaires, ce qui aurait pour effet de pousser vers les études supérieures des jeunes gens n'ayant pas les aptitudes voulues, d'en faire des déclassés qui eussent été beaucoup plus heureux et plus utiles au pays s'ils avaient poursuivi des études professionnelles.

C'est pourquoi, d'accord avec la C. R. B. votre Commission propose de limiter à 75 millions l'ensemble des donations qui pourront être faites par cette institution à la Fondation universitaire sans autorisation du Gouvernement.

En conséquence, il y a lieu de rédiger comme suit le second alinéa de l'article 6 :

« Toutefois la Fondation Universitaire est autorisée, dès à présent, à accepter, »
» à concurrence de 75 millions, toutes les libéralités qui lui seront faites par la »
» Commission for Relief in Belgium. »

Si les dons dépassaient ce chiffre l'autorisation serait nécessaire comme pour toutes les autres libéralités.

L'article 8 prescrit au Gouvernement de veiller à ce que les biens et revenus de la Fondation soient conservés et affectés à leur destination.

Il lui donne le droit de se faire rendre compte de la situation de la Fondation et d'annuler les décisions des Administrateurs qui seraient contraires aux lois ou à l'intérêt général.

Enfin, l'article 9 porte qu'il sera fait tous les trois ans un rapport aux Chambres sur l'activité et la situation financière de la Fondation.

Votre Commission, à l'unanimité, vous propose l'adoption du projet modifié par les deux amendements indiqués ci-dessus.

La Fondation Universitaire ainsi organisée, rendra d'immenses services non seulement à l'Enseignement Supérieur, dont elle élèvera le niveau, mais au Pays et à l'Humanité, en permettant aux intelligences d'élite de la classe ouvrière et de la classe moyenne d'atteindre les hautes sphères de la politique, de l'industrie, de la magistrature, des professions libérales, de l'enseignement, ou de se consacrer entièrement aux travaux qui enrichiront la Science de nouvelles découvertes.

Combien d'hommes illustres, d'origine modeste, ont dû leur situation à l'octroi de bourses d'études ou au geste généreux d'un protecteur qui les a mis à même de suivre des cours universitaires.

La Fondation Universitaire sera désormais le puissant protecteur qui permettra à ces richesses intellectuelles cachées de venir au jour et d'atteindre leur plein épanouissement.

Le Président-Rapporteur,

ALP. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1920.

Wetsontwerp tot verleening van rechtspersoonlijkheid aan de Universitaire Stichting ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HARMIGNIE.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie houdt er aan, eerst en vooral hare diepe erkentelijkheid te betuigen aan den heer Herbert Hoover, dien het Land terecht den « Vriend der Belgische Natie » heeft genoemd, om zijn edelmoedig besluit, aan den vooruitgang van het hooger onderwijs in België de belangrijke som te besteden, die het overschot uitmaakt van de « Commission for Relief in Belgium », deze machtige instelling die ons Vaderland van den hongersnood redde.

Dit overschot komt grootendeels voort uit de giften, die, namelijk, England met zijne Dominions en de Vereenigde Staten aan de « Commission » deden om de ellende van het zoo ten onrecht beproefde Belgische volk te lenigen.

Het heeft niets gemeens met de winst gemaakt door het Nationaal Comité voor Hulp en Voeding, welke aan den Belgischen Staat toebehoort.

Het bedrag van het overschot van de C. R. B. is nog niet juist vastgesteld, maar de heer Hoover is van meening dat het zeker niet minder dan 150 miljoen zal bedragen.

In zijn brief op 28 Augustus 1919 tot den Eersten Minister gericht, en die als bijlage gevoegd werd bij het wetsontwerp, op 24 Februari 1920 door de Regeering bij den Senaat ingediend (*Documents parlementaires du Sénat*, n° 38), omschrijft de milde schenker de verplichte bestemming van deze prachtige gift.

(1) Wetsontwerp, n° 153.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Harmignie, voorzitter, Berloz, de Selys-Longchamps, Drèze, Mabilie, Segers en Souplit.

Hij verdeelt haar in twee duidelijk verschillende gedeelten :

Het eerste, dat 63 t. h. van de totale som vertegenwoordigt en dat men de *Universitaire Begiftiging* mag noemen, moet rechtstreeks aan de volgende instellingen in de opgegeven verhouding worden betaald :

Universiteit van Brussel :	13 1/3 t. h. hetzij	20	millioen.
— Leuven :	13 1/3	— 20	—
— Gent :	13 1/3	— 20	—
— Luik :	13 1/3	— 20	—
Mijnschool van Bergen :	3	— 4 1/2	—
Koloniale School van Antwerpen :	6 2/3	— 10	—
Totaal.		94 1/2	millioen.

Dit eerste gedeelte zal 98 miljoen niet mogen te boven gaan.

Het tweede, dat 37 t. h. vertegenwoordigt, wordt besteed aan de vestiging « van eene Fundatie, waarvan het inkomen in beginsel zou moeten dienen » om de kinderen der gezinnen, die anders zulk onderwijs niet zouden » kunnen bekostigen, in staat te stellen het te genieten. Deze Fundatie zou » beheerd worden door een Raad van *trustees*, bestaande uit Belgen en » Amerikanen in gelijken getale. Een klein deel dezer som echter zou, op » advies van het Beheer der Stichting, kunnen besteed worden aan de uit- » breiding van het onderwijs betreffende de Kinderbescherming. »

Het is de inrichting van deze Fundatie en hare rechtspersoonlijkheid, die het voorwerp uitmaken van het wetsontwerp, door den Senaat aangenomen en aan de Kamer voorgelegd.

De ontleding van dit ontwerp kan in drie punten worden samengevat :

- 1° Het doel van de Stichting ;
- 2° Haar Beheer ;
- 3° Het toezicht van de Regeering op hare werking.

Wij zullen die punten achtereenvolgens onderzoeken.

I.

Artikel 2 van het ontwerp omschrijft het doel en de bedoeling van de instelling als volgt :

« *De Universitaire Stichting* beoogt de bevordering der wetenschap. »

Hare bedoeling is, aan de onbemiddelde Belgische jongelieden den toegang tot de universiteiten te vergemakkelijken en de wetenschappelijke voortbrenging in België te ontwikkelen.

Het ligt dus niet in hare bevoegdheid, nieuwe instellingen van hooger onderwijs in het leven te roepen of zich te mengen in het bestuur van de reeds bestaande ; hare zending beoogt alleen den toegang tot de hoogere studiën aan de jonge Belgen van beider kunne te vergemakkelijken en diegenen aan te moedigen, die zich op de wetenschap toeleggen.

Geen onderscheid mag er gemaakt worden tusschen de bevooroordeelden uit hoofde van hun geloof of hunne meening, hunne moedertaal, het onderwijs-

gesticht waar zij hunne opvoeding genoten, het gesticht van hooger onderwijs waartoe zij behooren of dat zij wenschen te bezoeken.

Onder instelling van hooger onderwijs moet men verstaan niet alleen de vier bestaande Universiteiten, de Mijschool van Bergen, de Koloniale School van Antwerpen, maar ook diegene, waarbij leergangen worden gegeven van candidatuur in de wijsbegeerte of in de wetenschappen en waarvan de leerlingen toegelaten zijn tot de examens voor bijzondere gemengde jury's die tenzelfden titel als de universitaire jury's wettelijke diploma's mogen afleveren.

Hetzelfde zou het geval zijn met de universitaire en gelijkaardige leergangen die voortaan zouden ingericht en wettelijk erkend worden.

II.

Luidens artikel 3 van het ontwerp wordt de Stichting beheerd en vertegenwoordigd door een Beheerraad bestaande :

1° Uit professoren of docenten door de Belgische Universiteiten gekozen op den voet van drie leden per Universiteit ;

2° Uit beheerders, door de C. R. B. benoemd hoogstens in gelijken getale als dit van de beheerders door de Belgische Universiteiten benoemd.

Dienaangaande heeft de C. R. B. aan uwe Commissie doen weten dat het getal der door haar te benoemen beheerders op twee zou worden gebracht. Daarom werd een amendement voorgesteld op artikel 3, 2°, dat zou luiden als volgt :

« 2° Uit twee beheerders door de C. R. B. benoemd. »

Artikel 4 van het ontwerp luidt :

Het inrichtingsreglement van de *Universitaire Stichting* wordt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* afgekondigd. Aldus zal eveneens geschieden met de namen, voornamen, beroep en woonplaats der leden van den Beheerraad. Ieder jaar wordt deze afkondiging in de eerste helft der maand Januari vernieuwd.

In overleg met de Academische Raden van de Universiteiten en het bestuur der andere instellingen die het voordeel van de universitaire begiftiging genieten, heeft de C. R. B. een voorloopig Comité benoemd, dat voor 1919-1920, door middel van de door den heer Hoover te zijner beschikking gestelde gelden, voorschotten heeft gedaan aan een zeker aantal studenten die reeds bij de Universiteiten waren ingeschreven, doch, ten gevolge van den oorlog, de noodige middelen niet meer bezaten om voort te studeeren.

Dit Comité heeft daarenboven de groote trekken van een voorontwerp van reglement onderzocht betreffende de bestemming, aan de gelden van de Universitaire Stichting te geven.

Een zijner leden, de heer Cattier, eere-professor bij de Universiteit van Brussel, heeft zich in den schoot van de Commissie begeven, vergezeld van den Secretaris van het Comité, om haar in te lichten over dit plan, dat hij in een zeer belangwekkende nota heeft uiteengezet.

Ziehier den beknopten inhoud er van :

Vier reeksen van personen kunnen de voordeelen van de Universitaire Stichting genieten :

Eerste reeks : De studenten die de middelen niet hebben om hogere studiën voort te zetten.

De keuze der begunstigden moet uiterst zorgvuldig geschieden.

Ziehier in welke uitstekende bewoordingen de nota zich daarover uitlaat :

« De Stichting moet, onder de jongelingen die haar steun verzoeken, tot
« eene oordeelkundige schifting overgaan om de kandidaten te ontdekken,
« die, met de noodige voorbereiding tot de hogere studiën, de hoedanig-
« heden bezitten van verstand en karakter welke hun toelaten zullen op
« vruchtbare wijze mede te werken aan de ontwikkeling en den vooruit-
« gang van België.

» De pogingen steunen van vlijtige jongelingen, met eene middelmatige
» begaafdheid, zou voor de Stichting eene afwijking zijn van haar hoofd-
» doel; aan hare verheven zending is zij verschuldigd enkel *waarden*,
» *vernuften en karakters van eerste gehalte* te kiezen, dat wil zeggen
» mannen en vrouwen die tot een persoonlijk welslagen zijn bestemd in
» de loopbaan, die zij zullen kiezen, en besloten hebben hunne wetenschap
» te besteden aan het algemeen welzijn van het land.

» In beginsel dus verleent de Stichting haren steun enkel aan de candi-
» daten die haar aanbevolen zijn door de bestuurders van instellingen van
» het middelbaar onderwijs, als zijnde begaafd met verstandelijke en
» zedelijke hoedanigheden van eerste gehalte. *Deze aanbevelingen binden de*
» *zedelijke verantwoordelijkheid van degenen, van wie zij uitgaan.*

» Doch de Stichting bepaalt hare beoordeeling niet bij den bijval, door de
» leerlingen in den loop hunner middelbare studiën behaald. Zij richt elk
» jaar een maturiteitsexamen in, dat niet zoozeer dient om na te gaan wat
» de kandidaten hebben geleerd dan om zich rekenschap te geven van de
» verworven wetenschap, van hunne intellectueele voorbereiding, van de
» vruchtbaarheid van hun brein.

» Met dit doel zullen de aanvragers, staande de vergadering, schriftelijk
» eene voordracht moeten uiteenzetten en beoordeelen, welke zij zullen
» gehoord hebben over een vraagstuk van algemeenen aard. Uit deze proef
» zal het oordeel van de kandidaten blijken, hun letterkundige aanleg, de
» maat van de kennis hunner moedertaal.

« De jury zal er zich bij bepalen, de kandidaten in geschikten en onge-
schikten te rangschikken.

« De eersten zullen eene nieuwe proef ondergaan, loopende over vier vak-
» ken, welke zij zullen gekozen hebben en waaronder tenminste eene groote
» vreemde cultuurtaal zich zal bevinden. Enkel de vakken voorkomend
» op het programma der rhetorica zullen vereischt zijn, maar men zal er
» eene nauwkeurige en oordeelkundige kennis van vergen. »

Deze twee proeven kunnen naar believen in het Fransch of in het Neder-
landsch worden afgelegd.

Studieleeningen — ten hoogste honderd per jaar — zullen verleend
worden, volgens de rangschikking van deze tweede proef, aan de jongelingen

die eene inschrijving zullen nemen, hetzij bij de Universiteiten, uitgezonderd de studenten der bijzondere scholen voor handel, landbouw, brouwerij aan sommige universiteiten gehecht, hetzij bij de Mijnschool en bij de Koloniale School, hetzij bij een der andere instellingen waarvan naar aanleiding van art. 2 gesproken werd.

Hun jaarlijksch bedrag zal ten hoogste 3,000 frank zijn.

Zij zullen slechts van jaar tot jaar hernieuwd worden aan diegenen, wier gedrag bevredigend is en wier vooruitgang aan de hoogeschool deze gunst zal billijken.

Deze leeningen zullen geen kroos afwerpen en zullen moeten terugbetaald worden, rekening houdend met de inkomsten van den begunstigde, ten laatste vanaf het tiende jaar te rekenen van het verlaten dezer instellingen.

2^e Reeks : De jonge Belgen die in 't bezit zijn van een einddiploma, die gedurende een jaar eene Amerikaansche Universiteit wenschen te bezoeken. Hun zal eene studiebeurs kunnen verleend worden.

3^e Reeks : De gediplomeerden die, wenschende zich uitsluitend te wijden aan de wetenschappelijke studiën en met den noodigen aanleg zijn begaafd, verplicht zijn er van af te zien om zich terstond aan de uitoefening van een beroep te wijden, omdat zij de noodige middelen niet bezitten. Hun zullen toelagen verleend worden, welke aanzienlijk kunnen zijn.

Deze maatregel zal het groote voordeel bezitten, de aanwerving van professoren te bevorderen, die eene grondige kennis van hun leervak bezitten.

4^e Reeks : De professoren, de geleerden, de navorschers, wien zij een financieelen steun kan verleen om hen bij kunnen arbeid behulpzaam te zijn.

De Stichting zal daarenboven op hare kosten de wetenschappelijke werken uitgeven, wier verdienste zal erkend zijn.

De beurzen, toelagen en andere uitgaven ten bate van de drie laatste reeksen behoeven niet terugbetaald te worden.

Dit programma is uitstekend opgevat en zijne opstellers verdienen gelukgewenscht te worden.

III.

De Universitaire Stichting wordt, krachtens de artikelen 5 en 6, onderworpen aan dezelfde regeling als de gelijkaardige instellingen met rechts-persoonlijkheid, namelijk wat betreft de machtiging bij koninklijk besluit tot het aanvaarden van legaten of schenkingen en tot het bezitten van onroerende goederen.

Maar het laatste lid van artikel 6 machtigt, van stonden aan, de Universitaire Stichting tot het aanvaarden van alle giften die de C. R. B. haar mocht doen.

Uwe Commissie was van meening dat deze onbepaalde uitzondering zekere bezwaren zou kunnen opleveren.

Zoo de winsten van de C. R. B. of de schenkingen welke zij later zou doen, gevoegd bij die van derden, merklijk het cijfer van 55 1/2 miljoen mochten

overschrijden, zou het inkomen van de Stichting buiten verhouding kunnen komen te staan met het getal personen die er op nuttige wijze kunnen van genieten.

Hare beheerders zouden aldus kunnen geneigd zijn, steeds meer schenkingen te doen en niet meer met zooveel zorg de candidaten te schiften, hetgeen ten gevolge zou hebben tot de hoogere studiën jongelingen aan te zetten, die de gewenschte bekwaamheid niet bezitten, er wrakken van te maken die veel gelukkiger en nuttiger voor het land zouden geweest zijn zoo zij beroepsstudiën hadden gedaan.

Daarom stelt uwe Commissie, in overleg met de C. R. B., voor, tot 75 miljoen het totaal der schenkingen te beperken, dat door deze instelling aan de Universitaire Stichting, zonder machtiging van de Regeering, mag gedaan worden.

Bijgevolg dient het tweede lid van artikel 6 te luiden als volgt :

« Nochtans wordt de Universitaire Stichting van stonden aan gemachtigd » om al de giften, die de *Commission for Relief in Belgium* haar mocht doen, » te aanvaarden tot een bedrag van 75 miljoen. »

Zoo de giften dit bedrag te boven gingen, zou, evenals voor al de anderen, de machtiging van de Regeering noodzakelijk zijn.

Artikel 8 legt de Regeering op, er voor te zorgen dat de goederen en inkomsten van de Universitaire Stichting voor hunne bestemming behouden blijven en daaraan worden besteed.

Het geeft haar het recht, verslag te vragen over den toestand der *Stichting* en de beslissingen van de beheerders, die tegen de wetten of het openbaar belang zouden ingaan, te vernietigen.

Artikel 9, ten slotte, zegt dat om de drie jaar een verslag aan de Kamers zal worden gedaan over de werkzaamheden en den financieelen toestand der Stichting.

* * *

Eenparig stelt uwe Commissie u voor, het ontwerp, door de hooger vermelde amendementen gewijzigd, goed te keuren.

Aldus ingericht, zal de Universitaire Stichting overgroote diensten bewijzen niet alleen aan het hooger onderwijs, waarvan zij het peil zal verheffen, maar aan het Land en aan de Menschheid, door aan hoogst begaafde jongelieden, uit de arbeidersklasse en den middenstand, toe te laten de hoogere sferen te bereiken van de politiek, de nijverheid, de magistratuur, de vrije beroepen, het onderwijs of zich geheel te wijden aan werken die de wetenschap met nieuwe uitvindingen zal verrijken.

Hoeveel beroemde namen, van geringe afkomst, hebben hun toestand niet te danken aan het begeven van studiebeurzen of aan het milde gebaar van een beschermer die hen heeft in staat gesteld de leergangen aan de universiteit te volgen !

De Universitaire Stichting zal voortaan de machtige Mæccenas zijn die deze verborgen intellectuele schatten zal voor den dag halen en volop zal doen gedijen.

De Voorzitter-Verslaggever,

ALPH. HARMIGNIE.